



Déclaration liminaire SUD éducation Paris

CSA DU 27 février 2024

Le passage de la dernière ministre a été si rapide que nous n'aurons fait qu'un CSA sous son office. Mme Oudéa Castéra aura au moins eu le mérite de mettre en lumière les privilèges attribués à l'enseignement privé catholique et le mépris de certaines classes sociales pour la mixité sociale et scolaire. Cependant, les ministres ne restent pas mais la politique reste la même : choc des savoirs et tri social, réforme du lycée pro et baisse du nombre d'heures d'enseignement. Si ce n'est que ces réformes se feront avec 700 millions de budget en moins, supprimés par décret il y a quelques jours, Bruno Le Maire s'étant trompé de quelques points sur les prévisions de croissance, cette erreur de calcul nous conduit à un retour sur le parcours de ce ministre : père cadre sup chez Total, mère directrice du prestigieux lycée St Louis de Gonzague, où Bruno a eu le bac, CPGE littéraire puis étudiant à l'ENS, Sciences Po puis l'ENA. Pas une trace de maths et d'économie dans son parcours étudiant, il avait tout bon pour devenir ministre de l'économie. On estime à plus de 8000 postes les suppressions qu'entraînerait cette baisse de budget... On avait pourtant plein d'autres pistes pour notre nouvelle ministre : annulation de la réforme du collège et suppression du SNU par exemple. Et ne parlons même pas du budget qu'il faudrait pour la rénovation énergétique de nos écoles et EPLE, dont la température des salles varie de 10°C à 40°C selon la saison.

Après la grève du 1^e février, exceptionnellement suivie, celle du 6 février ou encore celle d'hier, le gouvernement continue de faire le dos rond concernant les revendications des acteurs et actrices du secteur éducatif. Sans doute les modes d'action des agriculteurs et agricultrices sont plus efficaces. En tout cas, le gouvernement les entend pour permettre de continuer à mettre en danger la santé des populations pour préserver des modes de production toxiques qui ne profitent qu'à quelques-uns. C'est d'ailleurs au nom de cette même logique capitaliste qui privilégie quelques personnes biens-nées au détriment d'autres que la destruction du service public d'éducation et la machine à tri social continuent d'avancer.

Cette machine à tri social va prendre un essor encore plus inquiétant avec cette nouvelle lubie réactionnaire des groupes de niveau. La modification de leur nom en groupe de besoins ne modifiant en rien le problème de fond.

Le ministère de l'Éducation nationale s'emploie à faire de l'hétérogénéité des classes un problème, comme prétexte pour sortir les élèves trop « mal-apprenants » des classes. Comment est-ce qu'on peut

parler de groupes de niveau flexibles alors que les groupes les plus fragiles reverront les bases pendant que les groupes les moins en difficulté « iront plus vite » ? On le sait, ce n'est pas l'hétérogénéité des classes qui est un problème, et encore moins les élèves les plus en difficultés. Au contraire, c'est l'absence de moyens pour accompagner ses élèves dans leur scolarité qui est problématique. Alors que des moyens faramineux sont débloqués pour la généralisation du SNU, posez-vous cette question : est-ce que les élèves ont besoin de plus marcher au pas et de plus lever le drapeau ou est-ce que les élèves ont besoin de plus d'enseignant·es, de plus d'enseignant·es spécialisés·es, de plus d'AESH, de plus de personnels de vie scolaire et médico-sociaux ? Est-ce que les élèves ont besoin de faire des pompes et de porter l'uniforme ou de vivre dans de bonnes conditions, d'habiter dans des logements décents, d'avoir l'espoir d'une vie meilleure ?

Le « Choc des savoirs » est un « Choc des inégalités » qui va sortir des classes les élèves en situation de handicap, les élèves allophones et les élèves en difficultés scolaires ou sociales, pour les assigner dans des groupes d'élèves faibles sans limitation des effectifs. La voilà l'école inclusive.

D'autant plus que cette réforme se met en place à moyens constants, voir à moyens en baisse. Le transfert de DHG de la marge académique en IPS vers les groupes de niveau est une double peine pour les établissements : les dédoublements dans l'ensemble des matières et en particulier en sciences, le latin, le grec, deviennent impossible dans la plupart des établissements. Les lycées généraux dont les IPS sont les plus faibles voient leur marge en IPS baisser, l'ensemble des enseignements se voient mutilés par la mise en place de ces groupes imposés aux élèves sur plus du tiers de leur temps scolaire. Dans ce contexte, les annonces aux contours flous du président de la République au sujet du théâtre et de l'histoire des arts au collège nous inquiètent. Soit il s'agit de nouveau d'une parole inconséquente, soit il s'agit de dégrader les conditions de travail dans les établissements, soit il s'agit d'externaliser des missions à des intervenants extérieurs. Dans chacune de ces hypothèses, il s'agit de dégrader une nouvelle fois le service public.

SUD éducation Paris s'inquiète également de l'avenir du LAP dont le rectorat vient de supprimer les trois principes de fonctionnement qui sont au fondement de leur projet : autogestion, cooptation et libre fréquentation. En leur imposant un chef d'établissement, le projet d'autogestion n'existe plus ; la cooptation est supprimée et remplacée par un recrutement « poste à profil » qui ne sera donc plus géré par l'équipe en place mais par le rectorat et les inspecteurs. À la libre fréquentation sera substituée une forme de contrôle des absences dont les modalités restent à préciser. C'est pourtant cette libre fréquentation qui permettait à des élèves précédemment mis en échec, en rupture, souvent en souffrance dans le système scolaire, de reprendre confiance et, plus fondamentalement, de s'épanouir, de se responsabiliser et à de s'émanciper. Ce dernier mot qu'on n'ose plus prononcer tellement les réformes actuelles, du collège et du lycée professionnel, s'éloignent de l'émancipation que l'on voudrait pour nos élèves. Quel symbole que la mise à mal du projet du lycée autogéré quand on voit que le lycée Stanislas reste lui en place, avec ses principes et son fonctionnement puisqu'il ne faudrait pas toucher à la "liberté pédagogique" de cet établissement !

Les personnels d'éducation ont en tout cas bien conscience que cette spirale infernale qui éloigne notre société toujours plus des valeurs fondamentales du bien commun doit être stoppée. Contrairement à Monsieur Kerrero, les petites mains de l'éducation nationale n'ont pas, même si de plus en plus franchissent le pas, les moyens de démissionner. Leurs niveaux de salaire ne leur ont en tout cas pas permis de préparer ce plan B.

Contrairement à Monsieur Kerrero, les premières lignes qui sont les aesh, les aed, les enseignant-es n'ont pas les moyens de faire publier leur réflexion dans les médias. Monsieur Kerrero pour ne pas être entaché par la honte que la ministre Oudéa-Castera a répandue sur tous les personnels et plus particulièrement sur les personnels coincés par le devoir de réserve que leur confère leur autorité, a choisi de partir.

Représenter l'Etat dans un contexte où un 1er ministre éructe à l'assemblée nationale en parlant des jeunes : "tu casses tu ré pares, tu salis tu nettoies, tu défies l'autorité on t'apprend à la respecter" mais où « Tu mens tu restes ministre, tu triches, tu restes ministre", est compliqué.

Certes, beaucoup des 1ères lignes qui font l'école aujourd'hui envers et contre tout n'ont pas les moyens de démissionner. Certes, nous n'avons ni tracteurs ni flashball ni matraques pour nous faire entendre et écouter. Mais il nous reste nos convictions, notre attachement à un service public d'éducation qui soit au service de toutes et tous, notre volonté de participer à construire une vie meilleure pour tous les élèves que nous côtoyons chaque jour. Fortes et forts de ces convictions les personnels d'éducation partout en France ont donc décidé de prolonger la grève du 1er février. Le 6 février déjà, mais aussi hier, lundi 26 février, où 200 personnels de collèges parisiens se rassemblaient devant le rectorat contre les mesures du choc des savoirs : et malgré leur demande d'audience, envoyée avant les vacances, vous ne les avez pas reçus. Vous n'avez même pas répondu à leur courrier.

Au-delà des mesures nationales, localement, à Paris les motifs à mécontentement ne manquent malheureusement pas : les 183 fermetures de classes, les AESH, les contractuel-les, les référent-es handicap et autres personnels malchanceux qui attendent toujours le paiement de leurs indemnités de transport ou leurs primes rep ou rep+, les centaines de jours de classes non remplacés et les élèves qui s'entassent en fond de classe, les élèves en situation de handicap sans aesh, les élèves qui dorment à la rue.... Oui les raisons de la colère sont nombreuses.